

**CONQUÉRIR**

# Les fantômes de l'esclavage

Longtemps tue, la mémoire de la traite atlantique et de l'esclavage ressurgit aujourd'hui sur la scène publique en Afrique mais aussi en Europe et aux Amériques, dans les anciennes sociétés esclavagistes. Cet éveil tardif révèle la difficulté à assumer ce commerce humain révolu mais aussi la marginalisation sociale dans laquelle ont été tenus beaucoup de descendants d'esclaves.

**Ana Lucia Araujo**

Née à Santa Maria (Brésil) en 1971.

Professeure d'histoire culturelle à Howard University à Washington DC.

Ses recherches portent sur l'histoire de la mémoire de l'esclavage dans le monde atlantique.

**D**u XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, environ 10 millions d'hommes venant d'Afrique subsaharienne ont été emmenés aux Amériques par des marchands d'esclaves européens et américains. Pendant plus de trois siècles, la traite des esclaves a mis en relation trois continents : la plupart des pays d'Europe occidentale ainsi que les différents États de l'Afrique occidentale et centrale y ont participé ; les différentes régions des Amériques ont, elles, bénéficié de cette main-d'œuvre esclave d'origine africaine. Depuis quelques décennies, l'histoire et la mémoire de la traite atlantique sont de plus en plus visibles dans l'espace public non seulement en Europe, mais aussi en Afrique et aux Amériques.

Une fois aux Amériques, les Africains et leurs descendants travaillèrent dans les plantations de canne à sucre, de café, de coton, d'indigo et de tabac ainsi que dans les mines d'or, d'argent et de diamant. Dans les zones rurales, les esclaves œuvraient aussi dans l'élevage du bétail et dans les fermes qui produisaient de la viande séchée. Dans les zones urbaines, ils étaient porteurs, barbiers, vendeurs et cordonniers. Dans les villes et dans les plantations, les femmes esclaves étaient vouées à des tâches domestiques ; mais aussi exploitées sexuellement par leurs maîtres.

L'abolition de l'esclavage s'amorça vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans les colonies du Nord des États-Unis. En 1807, la Grande-Bretagne prohiba la traite des esclaves africains vers ses colonies de la Caraïbe. Un an plus tard, en 1808, les États-Unis déclarèrent illégal le commerce des esclaves venant d'Afrique. Cependant, la traite interne se poursuivit au cours des années suivantes. Pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, à l'exception d'Haïti qui abolit l'esclavage en 1804, la plupart des pays américains demeurèrent des sociétés esclavagistes, même après leurs indépendances. En 1888, le Brésil fut le dernier pays du continent américain à abolir l'esclavage. En Europe, en Afrique et aux Amériques, les mémoires de l'esclavage et de la traite atlantique des esclaves sont plurielles : chacune s'est construite à sa façon au cours du temps.

### **Les récits d'esclaves**

La mémoire collective de l'esclavage et de la traite des esclaves est portée par des groupes sociaux et des sociétés au sein de cadres particuliers. Pendant presque quatre siècles, cette mémoire collective n'a jamais cessé d'exister. Mais c'est au cours des vingt dernières années que le passé esclavagiste a refait surface en Europe, en Afrique et aux Amériques. Le retour de ce passé traumatique, qui pendant longtemps était resté dans l'ombre et dans l'oubli, se manifeste au travers de divers objets culturels ainsi que dans des manifestations, des festivals, des

## CONQUÉRIR

commémorations, des monuments, des mémoriaux et des musées. À travers ce processus, la mémoire collective acquiert alors le statut de mémoire publique et, parfois, devient aussi une mémoire officielle.

L'existence d'une mémoire individuelle et d'une mémoire collective associées à l'esclavage présuppose la transmission de l'expérience vécue. Or, une grande partie des esclaves ayant travaillé dans les plantations des colonies britanniques et françaises de la Caraïbe ainsi qu'au Brésil n'a pas survécu assez longtemps pour laisser des descendants à qui transmettre les expériences traumatiques du temps vécu en captivité. Malgré cette rupture dans la chaîne de transmission des mémoires individuelles, plusieurs anciens esclaves ayant vécu aux États-Unis et dans les colonies britanniques de la Caraïbe ont laissé des récits écrits de leurs expériences.

Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ces récits d'esclaves devinrent un genre littéraire populaire en Europe et aux Amériques. À cette période, la révolte des esclaves de Saint-Domingue déstabilisa le système esclavagiste dans les colonies françaises de la Caraïbe, alors que le mouvement abolitionniste se développait rapidement en Grande-Bretagne pour ensuite se répandre en France, en Espagne et aux États-Unis. Dans le contexte du mouvement abolitionniste, l'Africain affranchi Olaudah Equiano (v. 1745–1797), ou Gustavus Vassa, publia *The Interesting Narrative of the Life of Olaudah Equiano, or Gustavus Vassa, the African, Written by Himself* (*L'Intéressante Histoire de la vie de Olaudah Equiano ou Gustavus Vassa, l'Africain, écrite par lui-même*). Dans cette autobiographie, Equiano décrit sa jeunesse dans le pays Igbo, dans la région sud-est du Nigeria. Il raconte l'histoire de son enlèvement qui, d'après lui, eut lieu en 1753, alors qu'il était encore un jeune garçon d'environ sept ou huit ans, et narre aussi son parcours jusqu'à son arrivée dans la colonie britannique de La Barbade dans la Caraïbe et par la suite aux États-Unis. Un autre Africain, Mahommah Gardo Baquaqua, connut une expérience semblable à celle d'Equiano. Né à Djougou, dans la région du Bénin actuel, Baquaqua raconte dans son autobiographie le processus par lequel il fut réduit en esclavage, ses souvenirs en tant qu'esclave au Brésil et sa fuite vers New York en 1847, alors que l'esclavage était déjà aboli dans cet État américain.

### Des mémoires privées

Plusieurs autres individus ont ainsi préservé leurs souvenirs de la période vécue en captivité. En tant que groupe, les anciens esclaves ont cultivé une mémoire collective qui se manifeste à travers des traditions orales, musicales, religieuses et artistiques. Cependant, ces mémoires sont souvent restées confinées dans la sphère privée, notamment dans le cadre familial ou dans des communautés

relativement fermées, à cause de la ségrégation raciale imposée notamment aux États-Unis. Dans les groupes où la chaîne de transmission n'a pas été totalement rompue, ces mémoires sont demeurées vivaces. C'est le cas par exemple des *spirituals* chantés par les esclaves afro-américains, qui narrent les expériences douloureuses associées à l'esclavage. Ces souvenirs et ces mémoires laissèrent aussi leur empreinte dans les religions afro-brésiliennes et afro-cubaines, comme le candomblé et la santería. La mémoire de l'esclavage est par exemple présente dans la capoeira, mélange de danse et d'art martial qui émergea au Brésil pendant la période de l'esclavage mais qui aujourd'hui s'est répandu à travers le monde. Cependant, ces mémoires et les traditions qui en sont issues n'ont pas toujours été reconnues dans l'espace public. Dans un pays comme le Brésil, les religions afro-brésiliennes et les pratiques comme la capoeira ont été criminalisées jusque dans les années 1930.

### De la victimisation à l'émancipation

Au XVIII<sup>e</sup> siècle puis surtout au XIX<sup>e</sup> siècle, l'esclavage et les esclaves étaient représentés dans l'espace public à travers le prisme de la soumission et la victimisation. Aux États-Unis, les romans *La Case de l'oncle Tom* (*Uncle Tom's Cabin*) de Harriet Beecher-Stowe (1852) et *Autant en emporte le vent* (*Gone with the Wind*) de Margaret Mitchell (1936), ainsi que leurs adaptations pour le cinéma, le théâtre et la télévision, présentent les esclaves comme des hommes et des femmes joyeux, loyaux et soumis. L'émergence de la mémoire publique de l'esclavage dans les trois continents ayant participé à la traite atlantique des esclaves est liée à la nouvelle conjoncture mondiale ouverte par la fin de la Seconde Guerre mondiale. La résolution du conflit n'a pas modifié le sort des soldats des colonies africaines qui ont lutté au côté des troupes alliées françaises et britanniques ; et, une fois de retour aux États-Unis, les vétérans afro-américains ont continué à faire face au racisme et à l'absence de droits civils. Mais le combat contre le régime nazi en Europe a mis en évidence les inégalités sociales et raciales associées au colonialisme en Afrique et dans la Caraïbe et à la ségrégation aux États-Unis. Ce contexte favorisa les mouvements en faveur de l'émancipation et des droits civils.

Dans l'après-guerre, la commémoration de la Shoah a contribué également à mettre en valeur la mémoire de l'esclavage. À cette période, les discours des militants qui luttèrent pour les indépendances décrivaient l'esclavage comme l'événement qui avait ouvert les portes du continent africain à la colonisation européenne. En 1976, l'écrivain afro-américain Alex Haley publia *Racines*. Ce roman raconte l'histoire de la famille de Kunta Kinté, ancêtre de l'auteur capturé en Sénégambie et transporté aux États-Unis au XVIII<sup>e</sup> siècle. Une série télévisée

## CONQUÉRIR

tirée du roman, diffusée en 1977, connut un grand succès non seulement aux États-Unis, mais aussi dans le reste des Amériques, en Europe et en Afrique. En soulignant les souffrances subies par le jeune Africain, *Racines* a ému le pays, notamment la population afro-américaine, dont les souffrances associées au racisme et à la ségrégation étaient encore très présentes à l'époque. La série a par ailleurs fait naître un grand intérêt pour la généalogie chez les Afro-Américains, qui ont commencé à chercher les traces de leurs ancêtres africains.

La vague mémorielle de l'esclavage s'accroît dans les années 1990, avec la fin de la guerre froide et la chute des régimes communistes en Union soviétique et dans les pays de l'Europe de l'Est. Désormais l'affirmation des identités nationales et collectives des groupes historiquement opprimés devint bien plus visible. Les populations afro-descendantes commencèrent à formuler des demandes publiques de reconnaissance de la contribution de leurs ancêtres à la construction des sociétés européennes et américaines, lesquelles ont tiré profit du commerce des esclaves et de l'esclavage.

### **Mémoire collective, mémoire publique**

Si, dans le passé, les mémoires des communautés dont les ancêtres avaient été esclaves étaient confinées à la sphère privée et au cercle familial, au cours des deux dernières décennies elles ont émergé dans l'espace public. La mémoire collective devient ainsi mémoire publique, car elle est désormais politisée pour construire, affirmer et renforcer des identités de groupes d'individus dont la plupart s'identifient comme étant des descendants d'esclaves. Une telle identité se construit à partir de plusieurs éléments (dont l'ascendance, la couleur de la peau, les traits physiques, la position sociale et la religion) qui, dans le cadre des sociétés postesclavagistes, sont désignés comme des éléments raciaux. Porteurs de mémoires plurielles et parfois conflictuelles, ces groupes sociaux sont souvent organisés dans des associations, à travers lesquelles ils luttent pour faire reconnaître la mémoire de l'esclavage dans l'espace public. Lorsque cette reconnaissance est achevée, cette mémoire dont ils sont porteurs évolue vers une mémoire officielle.

La mémoire de l'esclavage a aussi fait surface en Afrique occidentale. Depuis les années 1960, l'île de Gorée et sa Maison des esclaves, au Sénégal, ont acquis une grande notoriété. Mais malgré sa popularité, la Maison des esclaves demeure un lieu de mémoire contesté. Son ancien conservateur, feu Boubacar Joseph N'Diaye, décrivait le bâtiment comme un entrepôt d'esclaves et racontait en détail aux visiteurs toutes les horreurs vécues par les esclaves qui, selon lui, restèrent confinés dans le bâtiment. Grâce au récit diffusé par N'Diaye, la Maison

des esclaves est aujourd'hui l'un des lieux de mémoire de l'esclavage les plus connus au monde. Selon N'Diaye, entre 10 et 15 millions d'esclaves africains sont passés par cette maison avant d'être embarqués pour les Amériques. Ces chiffres correspondent en fait au volume total d'Africains déportés pendant toute la période de la traite atlantique. En réalité, la fameuse « Porte du non-retour » de la maison s'ouvre sur des rochers, raison pour laquelle il est assez invraisemblable qu'elle ait été utilisée pour embarquer des esclaves. En outre, le propriétaire de la maison n'était pas un marchand européen, mais Anna Colas, une commerçante d'esclaves afro-européenne – une signare. Malgré ces controverses, les visites à la Maison des esclaves des chefs d'États, dont François Hollande et Barack Obama, se poursuivent, contribuant ainsi à perpétuer le mythe de l'édifice.

### Des récits simplifiés

Dès les années 1970, le Ghana a commencé à promouvoir ses sites patrimoniaux associés à la traite atlantique. Aujourd'hui des touristes noirs, venant notamment des Amériques, visitent les forts d'Elmina et de Cape Coast pour rendre hommage à leurs ancêtres déportés comme esclaves sur le continent américain. Associant la mémoire publique de l'esclavage à l'industrie du tourisme, les guides touristiques ghanéens racontent l'histoire de la traite atlantique pour satisfaire un public international, en mettant l'accent sur les souffrances des Africains sous la férule des Européens, tout en évitant de mentionner la participation africaine dans le commerce des esclaves. Ces récits simplifiés sont formulés afin d'empêcher l'émergence de conflits entre les communautés locales, qui comptent des descendants, vivant dans la région, d'esclaves acheminés du nord du pays vers la zone côtière. L'omission de certains éléments doit aussi aux exigences spécifiques de l'industrie du tourisme qui offre des circuits vers les forts. Comme la Maison des esclaves de l'île de Gorée, les forts d'Elmina et de Cape Coast ont reçu depuis les années 1990 des visiteurs prestigieux, tels les anciens présidents américains Bill Clinton et George W. Bush, ainsi que Barack Obama et sa famille.

En 1992, les commémorations de l'arrivée de Christophe Colomb aux Amériques ont mis en évidence le rôle central des esclaves amenés d'Afrique dans la construction du continent américain. En 1994, à la suite d'une proposition faite par Haïti, l'Unesco inaugura à Ouidah, au Bénin, un projet international intitulé La Route de l'esclave. À l'époque, la République du Bénin (ancien Dahomey) cherchait à développer son économie à travers l'industrie du tourisme. C'est dans ce cadre que le rôle de la traite atlantique des esclaves devint un élément central du débat public. Au pays se trouvaient encore des descendants de la famille royale du Dahomey, qui avait en son temps livré des prisonniers faits au cours de campagnes

## CONQUÉRIR

militaires afin d'alimenter la traite atlantique. Parmi les leaders locaux et la population en général se trouvaient également des descendants de marchands d'esclaves et d'autres acteurs intermédiaires. Il y avait aussi des descendants d'esclaves rentrés du Brésil et qui s'étaient installés dans la région au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, le gouvernement béninois lança d'abord un projet de festival des arts et cultures vaudous. Le festival offrait une opportunité d'unifier ces différents groupes tout en évitant les conflits politiques. Finalement, le festival et le projet La Route de l'esclave furent associés. Les organisateurs du festival créèrent une Route des esclaves, voie de terre battue reliant le centre-ville de Ouidah et la plage. Une centaine de monuments furent placés le long du chemin, créant une mise en scène de la traite atlantique. Dans les années suivantes, d'autres monuments commémorant la traite atlantique furent également inaugurés à Ouidah. Parmi ces monuments se trouve la « Porte du non-retour », financée par l'Unesco. La ville de Ouidah est devenue à la fois un exemple de l'influence de l'Unesco dans la région mais aussi de la marchandisation de la mémoire et du patrimoine du commerce des esclaves.

### Une vague mémorielle en Europe

En Europe, le Royaume-Uni fut le premier pays à reconnaître dans la sphère publique son implication cruciale dans la traite atlantique. Les premières initiatives britanniques commémorant la traite des esclaves ont vu le jour au milieu des années 1990. Mais en 2007, la commémoration du bicentenaire de l'abolition britannique du commerce des esclaves a suscité une vague mémorielle sous la pression des militants noirs, plus ou moins organisés. Plusieurs de ces personnes étaient elles-mêmes nées ou enfants de personnes nées dans les anciennes colonies britanniques de la Caraïbe. Originaires des sociétés issues de l'esclavage, ces groupes demeuraient économiquement, socialement et racialement exclus de la société britannique. Les anciens ports esclavagistes, dont Bristol et Liverpool, ont reconnu graduellement leur rôle dans la traite atlantique, tout en acceptant d'exposer ce chapitre controversé de leur passé dans leurs paysages urbains. La plus importante initiative dérivée de cette vague mémorielle fut le musée international de l'Esclavage, inauguré à Liverpool en 2007. La mission du musée est non seulement de présenter l'histoire de la traite atlantique et de l'esclavage, mais aussi de sensibiliser la population aux problèmes de l'esclavage contemporain et du racisme.

Le passé esclavagiste de la France ressurgit de façon plus visible en 1998, au cours des célébrations du 150<sup>e</sup> anniversaire de la deuxième abolition de l'esclavage dans les colonies françaises (la première fut décrétée sous la Révolution en 1794 mais

Napoléon rétablit l'esclavage en 1802). Avant ces commémorations, la mémoire de l'esclavage était davantage associée au « grand émancipateur » Victor Schœlcher, ignorant de ce fait le rôle joué par les esclaves eux-mêmes dans l'abolition légale de l'esclavage. À l'époque, les communautés Noires, fussent-elles d'origine africaine ou caribéenne, dénonçaient l'effacement de l'esclavage dans l'espace public ainsi que le racisme et l'exclusion sociale auxquels les Noirs étaient encore soumis en France continentale. Ces pressions produisirent des résultats concrets et une reconnaissance officielle du rôle de la France dans la traite atlantique des esclaves et dans l'esclavage. En 2001 le Parlement français adopta la loi n° 2001-434 du 21 mai 2001 (loi dite « Taubira »), qui reconnaissait l'esclavage et la traite des esclaves comme des crimes contre l'humanité. L'adoption de la loi fut suivie de colloques scientifiques, de publications et de discussions publiques sur la question de la place de l'esclavage et du passé colonial dans l'histoire de la nation française. En 2005, la mort de deux adolescents d'origine africaine poursuivis par la police dans une banlieue de Paris suscita une série d'émeutes dans différentes régions du pays. Cette même année, l'article 4 de la loi n° 2005-158 du 23 février 2005 proposant la reconnaissance du rôle « positif » de la colonisation française fit l'objet de grands débats publics, et fut finalement retiré par le président Jacques Chirac. Au cours de cette période, les militants noirs s'organisèrent en associations pour demander la mise en perspective du passé esclavagiste dans l'espace public de plusieurs villes françaises, dont Nantes et Bordeaux. Plus récemment, Le Havre, Honfleur, Rouen et La Rochelle ont aussi développé des initiatives pour rendre visibles leurs liens avec la traite atlantique. La loi Taubira suscita en outre la création du Comité pour la mémoire de l'esclavage. La mémoire publique de l'esclavage devint alors mémoire officielle. Le Comité a proposé la date du 10 mai comme journée nationale de commémoration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine. Plusieurs autres initiatives tentant d'adapter et de corriger le récit national français sur l'esclavage et la traite atlantique ont été aussi lancées, dont des propositions de modification des programmes scolaires, le développement de commémorations nationales, la création de monuments, ainsi que des expositions sur l'esclavage et le commerce atlantique des esclaves.

Depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, d'autres pays européens ont aussi reconnu publiquement leur participation dans la traite atlantique des esclaves. Aux Pays-Bas, la discussion sur le passé esclavagiste culmina en 2002, avec l'inauguration d'un grand monument aux esclaves à Amsterdam. Plus récemment, la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de la traite dans les colonies hollandaises des Amériques en 2013 suscita des débats publics importants, souvent articulés avec la dénonciation du racisme et de la situation d'exclusion des communautés noires aux Pays-Bas. Même en Suisse, le passé esclavagiste a refait surface il y a

## CONQUÉRIR

peu, avec la discussion sur le rôle des marchands genevois dans le commerce des esclaves. En dépit de cette lame de fond, l'Espagne et le Portugal ont évité jusqu'à récemment de reconnaître publiquement leur implication dans la traite atlantique. Mais cette situation commence à évoluer. En 2009, un groupe d'archéologues a découvert un ancien cimetière d'esclaves dans la ville de Lagos, au sud du Portugal. En 2016, dans la même ville, le Núcleo Museológico Rota da Escravatura (musée de la Route de l'esclavage) a été inauguré, dans un édifice connu sous le nom de « Marché aux esclaves ». C'est la première fois que le Portugal s'engage dans un projet qui met en avant dans l'espace public son rôle historique dans la traite des esclaves. La situation en Espagne est un peu similaire. En 2010, la Comisión de Igualdad (Commission pour l'égalité) a approuvé deux lois : le projet de loi sur « la reconnaissance de la communauté noire espagnole » et le projet de loi sur « la mémoire de l'esclavage, la reconnaissance et le soutien des communautés noires, africaines et d'afro-descendants de l'Espagne ». Les deux lois proposent de rendre hommage aux millions de personnes qui se sont battues pour abolir l'esclavage dans le monde, de reconnaître officiellement la population noire de l'Espagne, de lutter contre le racisme et la xénophobie et d'ériger un monument pour honorer les victimes de l'esclavage. Bien qu'aucun monument commémorant l'esclavage et la traite atlantique des esclaves n'ait encore été créé à Madrid, Barcelone et Lisbonne ont commencé à développer des itinéraires urbains mettant en valeur les sites associés à la traite des esclaves.

### **Le « passage du milieu »**

Aux États-Unis, c'est au cours des années 1990 que la mémoire de l'esclavage a refait surface. Charleston, en Caroline du Sud, fut le port d'arrivée de 150 000 esclaves venus d'Afrique – environ 40 % du nombre total d'esclaves amenés aux États-Unis. Jusqu'à la fin des années 1980, la reconnaissance publique du passé esclavagiste de Charleston, ville touristique, demeura problématique. Le Old Slave Mart (Ancien Marché aux esclaves) figurait parmi les seuls sites mettant en valeur l'histoire de l'esclavage et de la traite des esclaves dans la ville. Cependant, cette configuration a commencé à évoluer. D'une part, la fin de la guerre froide et les incitations de l'Unesco ont favorisé le débat public sur la traite atlantique et l'esclavage. D'autre part, les pressions des activistes afro-américains ont forcé Charleston à regarder en face son passé esclavagiste. Désormais, nombre d'initiatives ont été développées sur l'île de Sullivan, où les esclaves et les membres d'équipage étaient mis en quarantaine lors de leur débarquement en Caroline du Sud. En 1999, une première inscription officielle indiquant que l'île fut le lieu d'arrivée des esclaves africains aux États-Unis fut dévoilée : elle souligne la

résilience des Africains et de leurs descendants et reconnaît la contribution des cultures africaines aux États-Unis.

En 2008, l'écrivaine Toni Morrison inaugura, dans le cadre de son projet Banc sur la route, un banc-mémorial pour honorer les esclaves amenés aux Amériques et leurs descendants qui jusqu'à cette date ne possédaient pas de lieu pour honorer leurs ancêtres. En 2009, l'exposition *African Passages (Passages africains)* ouvrit ses portes au fort Moultrie. Elle présentait notamment des œuvres d'art et des objets associés au « passage du milieu », comme fut appelée la traversée de l'Atlantique, tout en racontant des histoires d'Africains passés par l'île. Aujourd'hui, la mémoire publique de Charleston comme lieu de débarquement des esclaves africains aux États-Unis est solidement enracinée : en 2014, après de longs débats, un monument rendant hommage à Denmark Vesey, l'affranchi qui dirigea la révolte des esclaves en 1822, fut dévoilé dans la ville. Un projet de création d'un grand musée international afro-américain dans la zone du quai de Gadsden est également en cours.

La mémoire publique de l'esclavage émergea aussi dans les villes du Nord des États-Unis. En 1991, des centaines de restes de squelettes furent découverts lors de la construction d'un nouvel édifice fédéral dans la ville de New York. Une étude sur les ossements conclut que le site était un ancien cimetière contenant les restes d'environ 15 000 Afro-Américains et Africains, esclaves et libres, enterrés au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Situé dans une ville portuaire qui fit venir environ 8 500 esclaves d'Afrique, ce cimetière est le plus grand dans son genre aux États-Unis. De nombreuses controverses surgirent à propos de l'avenir du site entre les membres du gouvernement fédéral, les universitaires et les militants qui s'identifiaient comme « descendants » des personnes enterrées là. Les débats portèrent sur la façon de rendre visible le passé esclavagiste et de commémorer les ancêtres afro-américains dans l'espace public. Ce cimetière est ainsi devenu un lieu de mémoire contesté de l'esclavage. Sa découverte et sa mise en valeur sont inséparables des questions raciales et identitaires, liées non pas directement au passé historique du site, mais au manque de visibilité du passé esclavagiste de la ville dans l'arène publique et à l'exclusion sociale de la population noire. En 2007, un mémorial fut inauguré sur le site, mettant en lumière le fait que l'esclavage avait existé non seulement dans le Sud, mais aussi dans une ville comme New York, et ce jusqu'à son abolition en 1827.

### **Le cimetière des Nouveaux Noirs**

Une découverte similaire eut également lieu à Rio de Janeiro, au Brésil. En 1996, une fouille archéologique sur une propriété privée dans l'ancienne zone

## CONQUÉRIR

portuaire mit au jour un cimetière contenant des fragments d'os de dizaines d'esclaves. Les archéologues identifièrent le site comme étant le Cemitério dos Pretos Novos (le Cimetière des Nouveaux Noirs) : une fosse commune où plus de 6 000 Africains morts avant d'avoir pu être vendus sur le marché Valongo furent enterrés. Mais malgré cette découverte importante, les autorités locales continuèrent à négliger le cimetière et la zone portuaire.

Quinze ans plus tard, la situation a évolué. En mars 2011, pendant les travaux visant à rénover le vieux port de Rio de Janeiro en vue de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux olympiques de 2016, les ruines du quai du Valongo à Rio de Janeiro, où plusieurs milliers d'Africains débarquèrent, ont été redécouvertes. Après cette deuxième mise au jour, les débats entre militants noirs, universitaires et politiques furent intenses quant à la façon d'en faire un site mémoriel. L'idée de proposer d'inscrire le site sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco a suscité l'intérêt de plusieurs entreprises et organisations. Mais le quai est situé juste à côté du Morro da Providência (la colline de la Providence), où se trouve la plus grande favela brésilienne, dont la plupart des habitants sont des Afro-Brésiliens. Les associations noires craignent qu'une telle intervention architecturale sur le quai ait un impact négatif sur la communauté voisine. Les discussions se sont envenimées à la faveur des différentes mémoires qui entrent ici en conflit. Malgré ces querelles, le quai du Valongo et le Cimetière des Nouveaux Noirs se sont petit à petit intégrés dans le paysage urbain de Rio. Aujourd'hui leur existence commence à faire partie du récit national officiel, le Brésil étant progressivement obligé de reconnaître publiquement son rôle dans la traite atlantique des esclaves.

La vague mémorielle de l'esclavage et de la traite atlantique est loin de s'épuiser. Des dizaines de commémorations, monuments, mémoriaux et expositions voient le jour chaque année. La production littéraire et cinématographique ayant pour thème l'esclavage continue de croître. En 2014, *12 Years a Slave* du réalisateur américain Steve McQueen a remporté l'Oscar du meilleur film. En 2016 est sorti *The Birth of a Nation*, de l'Américain Nate Parker, qui raconte l'histoire de Nat Turner, le chef de la rébellion des esclaves de Southampton en Virginie en 1831. La même année, une version actualisée de la série télévisée *Racines* fut diffusée aux États-Unis pour marquer son trentième anniversaire. Cette visibilité croissante de l'esclavage indique sans doute que les sociétés postesclavagistes assument enfin cette mémoire douloureuse. Elle peut aussi être le signe que les populations afro-descendantes continuent toujours d'en être socialement et économiquement exclues.



**Bibliographie**

- Ana Lucia ARAUJO, *Shadows of the Slave Past : Memory, Heritage, and Slavery*, New York, Routledge, 2014.
- Ana Lucia ARAUJO, *Public Memory of Slavery : Victims and Perpetrators in the South Atlantic*, New York, Cambria Press, 2010.
- Christine CHIVALLON, *L'Esclavage, du souvenir à la mémoire : Contribution à une anthropologie de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2012.
- Olaudah EQUIANO, *Ma Véridique Histoire par Equiano. Africain, esclave en Amérique, homme libre*, Paris, Mercure de France, coll. « Le Temps retrouvé », 2008 [1789].
- Ron EYERMAN, *Cultural Trauma : Slavery and the Formation of African American Identity*, New York, Cambridge University Press, 2001.
- Alex HALEY, *Racines*, Paris, J'ai lu, 2000 [1976].
- Elizabeth KOWALESKI WALLACE, *The British Slave Trade & Public Memory*, New York, Columbia University Press, 2006.
- Ana Maria LUGÃO RIOS et Hebe Maria MATTOS, *Memórias do cativo : família, trabalho e cidadania no pós-abolição*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2005.
- Catherine REINHARDT, *Claims to Memory : Beyond Slavery and Emancipation in the French Caribbean*, New York, Berghahn Books, 2006.
- Rosalind SHAW, *Memories of the Slave Trade : Ritual and the Historical Imagination in Sierra Leone*, Chicago, The University of Chicago Press, 2002.

# L'Atlantique noir

Ouidah (Bénin), Liverpool (Angleterre)  
et Salvador de Bahia (Brésil)  
ont été des lieux cruciaux dans l'histoire  
du commerce d'esclaves – comme Nantes  
et Bordeaux en France ou Cadix en Espagne.  
Chacun à sa manière affronte aujourd'hui  
son passé.

**Ana Lucia Araujo**

Née à Santa Maria (Brésil) en 1971.  
Professeure d'histoire culturelle à Howard University  
à Washington DC.  
Ses recherches portent sur l'histoire de la mémoire  
de l'esclavage dans le monde atlantique.

**A**u cours des dernières décennies, plusieurs projets mettant en valeur l'histoire et la mémoire de l'esclavage et de la traite atlantique ont vu le jour dans des anciens ports esclavagistes. C'est le cas à Ouidah, au Bénin, l'un des plus importants ports esclavagistes africains, qui, depuis les années 1990, est devenu aussi l'un des principaux épiscopales des commémorations de la traite atlantique en Afrique occidentale. L'éruption de cette mémoire publique s'est faite dans un contexte marqué par des mémoires conflictuelles portées par différents acteurs. Certains groupes sont les héritiers de familles associées au commerce d'esclaves, comme les descendants de la famille royale du Dahomey, dont les ancêtres ont mis en esclavage des prisonniers capturés au cours de guerres avec les royaumes voisins; d'autres groupes représentant la communauté « afro-brésilienne » réunissent des descendants de marchands d'esclaves ainsi que des descendants d'anciens esclaves revenus du Brésil. La construction de monuments et de mémoriaux portée par ces groupes aux mémoires antagonistes a permis de croiser les regards sur les histoires diverses de la traite atlantique des esclaves. Cependant, l'importance de l'esclavage sur le sol africain ainsi que de la traite organisée par des marchands d'esclaves musulmans, qui fournissaient, entre autres, les régions du Nord et de l'Est de l'Afrique, a été largement sous-estimée dans la mise en œuvre de ces projets.

Plusieurs pays européens ont laissé des traces de leur présence à Ouidah quand s'est déroulée la traite atlantique. La Grande-Bretagne et le Portugal y ont construit des forts qui ont permis de relier, entre autres, les ports de Liverpool et de Lisbonne aux colonies britanniques et portugaises des Amériques. Liverpool a d'ailleurs été, à l'image de Ouidah en Afrique, l'une des premières villes en Europe à mettre en perspective son passé esclavagiste, sous l'impulsion notamment de militants dont les ancêtres étaient nés dans d'anciennes colonies britanniques de la Caraïbe et de l'Afrique et dont la position sociale en Grande-Bretagne demeure marquée, encore aujourd'hui, par l'exclusion sociale et raciale. Ces groupes se sont engagés dans le débat public pour dénoncer le racisme et l'effacement des traces dans la ville de la traite atlantique des esclaves. En 1994, une galerie permanente (Transatlantic Slavery Gallery) sur la traite atlantique des esclaves est créée au Merseyside Maritime Museum. Par la suite, la préparation des commémorations du bicentenaire de l'abolition de la traite britannique (1807) a permis de mettre en avant le rôle de la Grande-Bretagne dans le commerce atlantique des esclaves. En 2007 est inauguré à Liverpool l'International Slavery Museum : c'est la première institution au monde à analyser la problématique de la traite atlantique et de l'esclavage dans une perspective internationale, tout en tenant compte des héritages présents et notamment celui des communautés noires locales.

## CONQUÉRIR

Salvador de Bahia, au Brésil, fut aussi l'un des plus grands ports esclavagistes et est aujourd'hui considéré comme le centre de la culture noire des Amériques. Mais contrairement à Liverpool et à Ouidah, la ville n'a décidé que très récemment de mettre au jour la mémoire du commerce atlantique de l'esclavage. L'influence africaine est certes célébrée comme étant une composante centrale de l'identité de la ville, notamment par des initiatives de nature touristique, mais l'ancienne zone portuaire demeure pauvre et délabrée. Les anciens sites liés à la traite atlantique des esclaves ont été parfois remplacés par des restaurants et des hôtels de luxe. Le centre historique de la ville, connu sous le nom de Pelourinho (« pilori »), est un lieu de mémoire de l'esclavage officiellement reconnu, inscrit depuis 1985 sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, et visité par des milliers de touristes chaque année. Mais la plupart de ces lieux associés à l'esclavage, dans le centre historique et dans d'autres parties de la ville, sont abandonnés par les pouvoirs publics. À quelques exceptions près, aucune plaque ou inscription ne met en valeur l'importance de l'esclavage et de la traite atlantique dans cet ancien port esclavagiste. C'est en 2008 que le premier monument associé à l'esclavage a été inauguré à Salvador : cette statue rend hommage à Zumbi, le leader de Quilombo de Palmares, la plus grande (et aussi la plus durable) communauté d'esclaves en fuite ayant existé au Brésil. Salvador continue paradoxalement à célébrer son héritage africain tout en évitant de l'associer à l'esclavage et à la traite atlantique – probablement parce que la mise en avant de cette mémoire risquerait de mettre aussi en avant la persistance du racisme et des inégalités raciales qui dominant encore dans la ville. Quels que soient les nuances, les contextes et les obstacles, les anciens ports esclavagistes du monde atlantique sont aujourd'hui inéluctablement amenés à affronter leur passé.



### Bibliographie

Ana Lucia ARAUJO (dir.), *Politics of Memory: Making Slavery Visible in the Public Space*, New York, Routledge, 2010.

Renaud HOURCADE, *Les Ports négriers face à leur histoire : Politiques de la mémoire à Nantes, Bordeaux et Liverpool*, Paris, Dalloz, 2014.